

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 35765C du rôle
Inscrit le 26 janvier 2015

Audience publique du 4 juin 2015

**Appel formé par
Monsieur, ...,
contre deux jugements du tribunal administratif
des 19 mars 2013 (n° 30450 du rôle) et
17 décembre 2014 (n° 30450b du rôle)
ayant statué sur son recours dirigé contre deux décisions du directeur du Service
de Renseignement de l'Etat et
une décision d'un jury constitué au sein du Service de Renseignement de l'Etat
en présence de Madame, ...,
en matière de nomination**

Vu l'acte d'appel inscrit sous le numéro 35765C du rôle et déposé au greffe de la Cour administrative le 26 janvier 2015 par Maître Jean-Marie BAULER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, fonctionnaire de l'Etat auprès du Service de Renseignement de l'Etat, demeurant à L- ..., dirigé contre deux jugements du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg des 19 mars 2013 (n° 30450 du rôle) et 17 décembre 2014 (n° 30450b du rôle) l'ayant débouté de son recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du 26 janvier 2012 par laquelle le directeur du Service de Renseignement de l'Etat a rejeté sa candidature au poste de chef de département adjoint du département « *Renseignement* », d'une décision du même jour dudit directeur nommant Madame au poste de chef de département adjoint du département « *Renseignement* » et d'une décision du jury recommandant la nomination de Madame audit poste ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Frank SCHAAL, demeurant à Luxembourg, du 9 février 2015, portant signification de cet acte d'appel à Madame, demeurant à L-... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 24 février 2015 par le délégué du gouvernement ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 23 mars 2015 par Maître Jean-Marie BAULER au nom de Monsieur

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 22 avril 2015 par le délégué du gouvernement ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean-Marie BAULER et Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT en leurs plaidoiries à l'audience publique du 5 mai 2015.

Monsieur entra au service de l'Etat le 1^{er} avril 2003 et fut affecté au Service de Renseignement de l'Etat, ci-après « *le SREL* », à partir du 1^{er} mai 2006.

Par courriel du 7 décembre 2011, la direction du SREL fit savoir au personnel du SREL que lors de la réunion de direction du 6 décembre 2011, il fut décidé de procéder dans chaque département à la nomination d'un chef de département adjoint. Ledit courriel précisa en outre que les personnes nommées au poste de chef de département adjoint continueraient à assurer leur travail quotidien actuel comme auparavant, mais que leur mission consisterait en plus de ce travail quotidien d'aider le chef de département correspondant dans la gestion des dossiers, l'organisation du département et d'assurer la suppléance du chef de département.

Lors de la réunion de la direction du SREL du 17 janvier 2012, il fut retenu que compte tenu du nombre élevé des personnes intéressées, une procédure de sélection sera organisée pour évaluer et départager les candidats. Il fut décidé que cette procédure consistera en un entretien individuel d'environ 30 minutes avec chacun des candidats lors duquel un jury, composé de trois personnes en fonction du département et du poste à pourvoir, posera trois questions d'ordre général à tous les candidats afin d'évaluer leur motivation et leurs visions. Il fut encore décidé que « *les candidats seront évalués selon 4 critères (motivation, qualifications, vision, esprit d'équipe/ collégialité)* ».

Le 18 janvier 2012, Madame ... fut entendue par un jury composé de Monsieur A , de Monsieur B et de Madame C.

Par courrier du 19 janvier 2012, Monsieur ... posa sa candidature pour le poste de chef de département adjoint du département « *Renseignement* ».

Il fut entendu, de son côté, le 23 janvier 2012 par un jury composé de Madame D, ainsi que de Monsieur B et de Madame C.

Au vu des notes attribuées à chaque candidat, le jury recommanda de nommer Madame ... comme chef de département adjoint du département « *Renseignement* ».

Par décision du 26 janvier 2012, le directeur du SREL, en se référant à un entretien individuel du 25 janvier 2012 lors duquel il avait expliqué à Monsieur ... plus amplement le résultat des entretiens avec le jury, informa ce dernier que sa candidature n'avait pas été retenue.

Par décision du même jour, ledit directeur nomma Madame ... au poste de chef de département adjoint du département « *Renseignement* ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2012, Monsieur ... introduisit un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du directeur du SREL du 26 janvier 2012 portant rejet de sa candidature au poste de chef de département adjoint du département« *Renseignement* », ainsi qu'à l'encontre de la décision du directeur du même jour portant nomination de Madame ... audit poste et contre la décision, ainsi qualifiée, du jury ayant recommandé la nomination de Madame ... au poste de chef de département adjoint du département« *Renseignement* ».

Par jugement du 19 mars 2013 (n° 30450 du rôle), le tribunal administratif se déclara incompétent pour connaître du recours principal en réformation, de même que pour connaître du recours subsidiaire en annulation pour autant que dirigé contre la recommandation du jury, et reçut le recours en annulation en la forme pour le surplus. Il constata par ailleurs que dans son mémoire en réplique, le demandeur s'était référé à des documents que tant le directeur du SREL, à travers un courrier du 23 octobre 2012, que le Premier ministre, dans une décision du 24 décembre 2012, avaient considérés comme étant des documents renseignant des faits à caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du SREL au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du service de renseignement de l'Etat. Sur ce, il invita la partie étatique de déposer lesdites pièces au greffe du tribunal afin de voir statuer sur le caractère secret de ces pièces et sur la question de savoir si ces pièces étaient susceptibles d'être débattues librement par les parties dans le cadre de cette instance.

Par jugement du 10 juillet 2013 (n° 30450a du rôle), le tribunal autorisa le mandataire du demandeur à consulter ces pièces au greffe du tribunal et invita les parties à déposer un mémoire supplémentaire.

Par jugement du 17 décembre 2014 (n° 30450b du rôle), le tribunal, vidant les jugements des 19 mars et 10 juillet 2013, débouta Monsieur ... de son recours, tout en le condamnant aux frais de l'instance.

Pour ce faire, le tribunal constata que Monsieur ... contestait en substance l'évaluation et les notes attribuées par le jury et donnait à considérer qu'il aurait disposé d'un grade et d'une ancienneté supérieurs à ceux de la candidate finalement retenue.

Il releva ensuite que dans le cadre des affaires de nomination de fonctionnaires à des postes revêtant une certaine responsabilité, il était appelé à user son contrôle du caractère manifestement disproportionné d'une mesure prise, ou encore de celui d'une flagrante disproportion d'une telle mesure, avec une circonspection accrue dans la mesure où, par la nature des choses, les éléments lui soumis ne reflétaient pas forcément une image complète de la situation et qu'il lui appartenait de juger des compétences professionnelles et humaines des candidats sur base d'un dossier relatant des faits s'étant déroulés dans le cadre d'un environnement de travail qui, la plupart du temps, est inconnu aux membres de la composition appelés à apporter leur jugement sur cette situation dans son ensemble.

Sur ce, le tribunal nota que s'il était indéniable que Monsieur ... avait fait preuve d'un esprit analytique critique bien avant que les dysfonctionnements au sein du SREL eussent été révélés au

grand public et si les compétences professionnelles du demandeur n'avaient à aucun moment été mises en doute, ce qui est par ailleurs reflété par la note attribuée au demandeur par rapport à sa qualification, toutes ses critiques n'avaient pas été reconnues comme étant fondées par la commission d'enquête parlementaire. Il releva encore que si le demandeur avait su présenter au jury une vision globale du SREL, la vision présentée par la candidate finalement retenue s'avérait être plus ciblée par rapport au poste brigué et qu'en ce qui concerne l'esprit d'équipe, notion qui englobe la collégialité, outre la difficulté d'évaluer les éléments lui soumis à cet égard, il était amené à conclure que la confiance que les membres du jury et le directeur avaient manifesté à l'égard de la candidate finalement nommée se situait dans la sphère d'appréciation conférée au pouvoir de nomination.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 26 janvier 2015, Monsieur ... a régulièrement relevé appel des jugements des 19 mars 2013 et 17 décembre 2014.

L'appelant conclut en premier lieu à une violation de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH), sinon du principe général des droits de la défense, au motif qu'il n'a été autorisé en première instance qu'à consulter au greffe les documents énoncés au dispositif du jugement du 19 mars 2013 au lieu de bénéficier d'une communication desdites pièces en bonne et due forme.

Comme la pertinence dudit moyen dépend cependant de la question de l'utilité desdites pièces à la solution du litige, il sera toisé par après dans le cadre de l'examen du bien-fondé des deux décisions du directeur du 26 janvier 2012 prises à la suite de l'avis consultatif du jury.

Monsieur ... conclut ensuite à une violation du principe d'égalité des candidats et d'unicité du jury au motif que les entretiens respectifs de Madame ... et de lui-même devant un jury composé de trois personnes s'étaient tenus devant des compositions du jury partiellement différentes. Ainsi, Madame ... aurait été évaluée le 18 janvier 2012 par un jury composé de Messieurs A et B et de Madame C, tandis que lui-même aurait été entendu le 23 janvier 2013 par Mesdames D et C, ainsi que par Monsieur B. La pratique d'un « *jury à géométrie variable* » violerait encore le principe d'égalité de traitement, tel qu'inscrit à l'article 10*bis* de la Constitution. Dans son contexte, l'appelant signale encore que Madame ..., candidate finalement retenue, aurait participé à une réunion du 17 janvier 2012 lors de laquelle avaient été fixés les critères en vue de l'évaluation des différents candidats, tandis que lui-même n'aurait pas été mis au courant de ces critères. Partant, il n'aurait pas pu se préparer dans les mêmes conditions que sa collègue.

Il se dégage du compte-rendu du 18 janvier 2012 ayant trait à la réunion de la direction du SRELs'étant déroulée la veille que ladite direction s'était mise d'accord sur une procédure de sélection des différents candidats ayant brigué les différents postes de chefs de département adjoint, à savoir, en premier lieu un entretien individuel d'environ 30 minutes, en deuxième lieu 4 critères d'évaluation, en troisième lieu, une évaluation par un jury de trois personnes, et en quatrième lieu la composition dudit jury, à savoir la sous-directrice, Madame D, remplacée en cas d'empêchement par le directeur, Monsieur A, ainsi que Monsieur B et Madame C. Finalement, il fut encore retenu que les membres du jury recommanderont par écrit au directeur leurs choix selon les critères fixés et que le directeur décidera par la suite sur base de ces recommandations.

La Cour, à l'instar du tribunal, retient en premier lieu que la procédure telle que définie lors de la réunion de la direction du SREL du 17 janvier 2012 a été scrupuleusement respectée vis-à-vis des différents candidats. Plus précisément concernant la composition et l'unicité du jury, le seul fait que la sous-directrice ait dû être remplacée pour un motif valable et documenté, à savoir un déplacement à Prague, par le directeur pour l'audition de la candidate finalement retenue ne constitue pas une violation du principe d'égalité de traitement des candidats, ce d'autant plus que ledit jury, composé de trois personnes, qui ont nécessairement dû se mettre d'accord au moment d'évaluer les candidats par rapport aux critères de sélection, ne donnait qu'une simple recommandation au directeur. A cela s'ajoute que Monsieur ... reste en défaut d'expliquer en quoi la composition partiellement différente du jury aurait été préjudiciable dans son chef.

Pour le surplus, il se dégage encore du dossier, et plus particulièrement de l'invitation du directeur à la réunion du 17 janvier 2012, que si Madame ... participait effectivement à ladite réunion en remplacement du chef du département « *Renseignement* », celle-ci n'était pas présente lors de la discussion du point à l'ordre de jour ayant trait à la fixation des critères de sélection des candidats et aux conditions de déroulement de l'entretien. Partant, c'est à juste titre que l'Etat relève sur ce point que le directeur avait pour souci de garantir le respect du principe de l'égalité des candidats en ne convoquant Madame ... que pour 9.50 heures après que le point à l'ordre de jour concernant les discussions des modalités de sélection des différents candidats, à savoir plus précisément les critères de sélection, ait été évacué. Partant, à défaut d'apporter un autre élément tangible allant dans le sens que Madame ... avait été mise au courant des critères de sélection avant son passage devant le jury, le moyen afférent de Monsieur ..., tiré de la violation du principe d'égalité des candidats et d'unicité du jury, est à rejeter.

Monsieur ... réitère ensuite ses critiques quant au déroulement de la procédure de sélection en rappelant qu'il n'avait été informé de la vacance de poste, intervenue durant la période de son congé parental s'étant échelonnée du 19 septembre 2011 au 16 mars 2012, que tardivement, à savoir le 15 janvier 2012, soit après la date limite pour le dépôt des candidatures. Pour le surplus, le compte-rendu de la réunion de la direction du SREL du 18 janvier 2012 n'aurait été publié qu'en date du 24 janvier 2012 sur le réseau interne du service, de sorte qu'il n'aurait pas eu connaissance des critères de sélection contrairement à Madame ..., ce d'autant plus que le directeur avait omis de l'informer sur ces critères lors d'un entretien du 19 janvier 2012, tout comme le responsable des ressources humaines le lendemain au moment de la communication des date et heure pour l'entretien devant le jury. Finalement, l'entrevue avec le directeur en date du 25 janvier 2012, à la suite de son passage devant le jury, aurait tourné à un dialogue de sourds, le directeur ayant refusé de s'expliquer sur les raisons qui l'avaient amené à suivre les recommandations du jury et sur les faits matériels à la base de la décision prise.

C'est tout d'abord à juste titre que la partie étatique rétorque que les délais pour déposer les candidatures avaient été suspendus et que Monsieur ... avait pu utilement poser sa candidature, de sorte qu'aucun préjudice ne lui a été causé sur ce point. En effet, il ne convient pas d'oublier que le passage devant le jury ne consistait pas en un examen sur une matière bien précise mais en un entretien portant sur trois questions d'ordre général ne nécessitant aucune préparation. Pour le surplus, tel que relevé ci-avant, le reproche de l'appelant vis-à-vis de la candidature de Madame ..., en ce que cette dernière aurait participé à l'élaboration des critères de sélection, ne tient pas

debout en présence des éléments objectifs se dégageant du dossier et reste partant à l'état d'une pure allégation. Quant au déroulement de l'entretien avec le directeur en date du 25 janvier 2012, il convient de relever en premier lieu que celui-ci s'inscrit dans le strict respect de la procédure de sélection instaurée par la direction du SREL, suite aux diverses recommandations du jury après l'audition des différents candidats pour les divers postes de chefs de département adjoint. Il convient encore de noter qu'après avoir confronté Monsieur ... avec la recommandation du jury, le directeur a entendu celui-ci en ses observations et l'a informé par la suite qu'il allait suivre les recommandations du jury pour nommer en fin de compte Madame ... au poste brigué par l'appelant.

Au vu de ce qui précède, la Cour ne décèle aucune violation des droits de Monsieur ... au niveau de la procédure de sélection susceptible d'entraîner l'annulation des décisions attaquées de sorte que le moyen afférent de l'appelant est à rejeter.

Quant à la légalité intrinsèque desdites décisions, l'appelant souligne qu'en la matière « *jury/promotion* » il existerait à charge de l'autorité administrative une obligation de motivation renforcée. En l'espèce, la lettre de refus du directeur du 26 janvier 2012 constituerait la seule pièce qui lui aurait été communiquée avant l'introduction du recours, lettre qui ne comporterait même pas la grille d'évaluation établie par le jury. De même l'évaluation sommaire faite par le jury serait loin de suffire à l'exigence de motivation requise en la matière. Pour le surplus, il se dégagerait du dossier que le 24 janvier 2012, la direction du SREL aurait retenu qu'être nommé chef de groupe adjoint constituerait une récompense pour le travail presté, tandis que le directeur, dans son courrier du 26 janvier 2012 aurait écrit que l'évaluation ne constituerait en aucun cas une évaluation générale du parcours professionnel et des prestations de travail fournies par les candidats, ce qui s'analyserait en un « *double langage déshonorable* ».

Partant, ce serait à tort que les juges de première instance sont arrivés à la conclusion que les décisions attaquées, dont notamment la décision de nomination de Madame ..., s'inscrivent « *dans la sphère d'appréciation du pouvoir de nomination* ».

Monsieur ... prend encore position par rapport aux différents critères de sélection. Quant au critère de la vision du service, il aurait à plusieurs reprises au sein de sa carrière formulé par écrit une vision axée sur trois vecteurs, à savoir la délimitation des missions du service, la protection juridique des membres du service en cas d'incident de parcours et les direction et gestion du service. Quant au critère de la collégialité, l'appelant conteste toute confrontation avec ses supérieurs hiérarchiques et estime qu'il aurait un esprit critique sain n'adhérant pas à l'orthodoxie dominante, mais qu'en tant que fonctionnaire responsable, il essaierait également de tenir compte de l'intérêt général et de celui du service.

Finalement, Monsieur ... conteste encore l'évaluation faite par le jury par rapport aux critères de la « *qualification* », de la « *motivation* », de la « *collégialité* » et de la « *vision* », estimant à chaque fois, par rapport aux différents critères en question, que les faits matériels ne correspondraient pas à l'évaluation faite, ni dans l'absolu, ni par rapport à l'évaluation de Madame

C'est tout d'abord à bon droit que les premiers juges, dans le jugement entrepris du 19 mars 2013, ont retenu, dans la mesure où la décision du directeur du SREL porte rejet de la candidature de Monsieur ... au poste de chef de département adjoint du département « *Renseignement* » et refuse partant de faire droit à sa demande d'être admis à ce poste, que ladite décision est soumise à l'application de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes et qu'il incombe partant à l'auteur de cette décision d'indiquer les motifs par l'énoncé au moins sommaire de la cause juridique qui lui sert de fondement et des circonstances de fait sur lesquelles elle se base.

Cependant, la sanction de l'obligation de motiver une décision administrative consiste dans la suspension des délais de recours et celle-ci reste *a priori* valable, l'administration pouvant produire ou compléter les motifs postérieurement et même pour la première fois à la phase contentieuse. Le but principal de l'obligation de l'administration de motiver ses décisions, à savoir de permettre à l'administré de connaître cette motivation sans devoir engager des frais pour l'obtenir, par exemple moyennant l'introduction d'un recours contentieux, peut également être obtenu par d'autres moyens plus adéquats. Dans ce contexte, il convient de rappeler encore que tant le silence de l'administration suite à une requête légitime que l'absence de motivation d'une décision peuvent constituer l'administration en faute si elle n'a pas agi en tant qu'administration normalement prudente, diligente et avisée, un tel comportement doit cependant trouver sa sanction dans les règles de la responsabilité civile et non pas conduire à l'annulation automatique de l'acte si la décision administrative est, par ailleurs, basée sur des motifs légaux quoique non formellement énoncés dans l'acte. Pour le surplus, pour l'hypothèse spécifique d'une absence de motivation d'une décision par l'administration avant la phase contentieuse, une sanction plus adéquate se dégage d'une législation postérieure à la législation sur la procédure administrative non contentieuse, à savoir la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, prise en ses articles 32 et 33 permettant aux juridictions administratives de condamner par décision motivée une partie ayant gagné son procès à une fraction ou la totalité des dépens ou de mettre à charge de cette partie la totalité ou une partie des sommes exposées par l'autre partie et non comprises dans les dépens, dont plus particulièrement les frais d'avocat, pour l'hypothèse où il paraît inéquitable de laisser ces frais à charge de cette autre partie. Dès lors, l'inertie d'une administration se dégageant de son silence prolongé obligeant l'administré à introduire d'abord un recours contentieux pour provoquer la motivation à la base d'une décision le concernant, respectivement une motivation pertinente complémentaire, justifie par principe respectivement l'allocation d'une indemnité de procédure et la condamnation de l'administration fautive à une partie ou la totalité des dépens (cf. Cour adm. 20 octobre 2009, n° 25738C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 78 et autres références y citées).

Or, en l'espèce, force est de constater que la décision du directeur du 26 janvier 2012 à l'adresse de Monsieur ... contient une motivation en relevant que le jury avait délibéré en fonction des 4 critères prédéfinis et que les résultats obtenus par les différents candidats avaient permis au jury de formuler des recommandations pour chacun des départements concernés. Il se dégage encore de ladite lettre que le directeur s'était entretenu avec l'appelant sur les résultats de l'évaluation du jury lors d'un entretien individuel s'étant déroulé le 25 janvier 2012 et que le directeur avait

finalement suivi la recommandation du jury en ne retenant pas la candidature de Monsieur ..., mais celle de Madame ...

Il se dégage encore du dossier soumis à la Cour que cette motivation initiale, vue à la lumière de l'entretien préalable du 25 janvier 2012, a été utilement complétée par la partie étatique en cours de procédure contentieuse, de sorte que le moyen tendant à l'annulation des décisions déferées en raison d'une motivation insuffisante est à rejeter pour manquer de fondement.

Quant au bien-fondé des décisions attaquées, il se dégage du dossier, et notamment du document intitulé « *compte-rendu* » du 2 février 2012 ayant pour objet la réunion de la direction du 24 janvier 2012, que le jury a retenu pour chaque département une recommandation à l'adresse du directeur, qu'il a été procédé à l'analyse des résultats des entretiens et que le jury a donné des détails quant à la distribution des points et les raisons l'ayant amené à formuler sa recommandation. Le dossier renferme encore le document d'évaluation des différents candidats, document intitulé « *note interne – nomination : chef de branche adjoint* » duquel il ressort que Monsieur ... a obtenu la note 8 et Madame ... la note 5, la note 4 étant la meilleure note possible et la note 12 la plus mauvaise note possible.

Quant au moyen tiré de la violation de l'article 6 de la CEDH, sinon du principe général des droits de la défense, en ce que l'appelant n'a été autorisé en première instance qu'à consulter au greffe les documents énoncés au dispositif du jugement du 19 mars 2013 au lieu de bénéficier d'une communication effective desdites pièces, celui-ci est à rejeter pour manquer de pertinence. En effet, ces documents, aux yeux de la Cour, ne sont pas décisifs à la solution du litige pour viser des réflexions relatives respectivement au fonctionnement du SREL et à ses méthodes de travail, tout en abordant des sujets sensibles comme la protection de la vie privée ou la place financière. Partant, lesdits documents ne concernent en rien la procédure de sélection des divers candidats ayant brigué les différents postes de chefs de département adjoint et ne présentent dès lors aucune utilité concrète pour la solution du litige, ce d'autant plus que Monsieur ... reste en défaut d'expliquer en quoi ses droits de la défense auraient été violés par le simple fait que lesdits documents ne lui ont pas été communiqués en copie mais ont uniquement pu être consultés au greffe du tribunal.

Si le droit de l'administration d'apprécier l'existence et l'étendue des besoins du service, ainsi que de choisir le personnel qui, à ses yeux, remplit le mieux ces besoins, est discrétionnaire en l'absence de critères légaux et réglementaires existant en la matière, son exercice n'est pas pour autant soustrait à tout contrôle juridictionnel en ce sens que sous peine de consacrer un pouvoir arbitraire, le juge administratif, saisi d'un recours en annulation, doit se livrer à l'examen de l'existence et de l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée et vérifier si les motifs dûment établis sont de nature à motiver légalement la décision attaquée (cf. Cour adm. 13 juin 2013, n° 32103C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Recours en annulation, n° 44 et autres références y citées).

Pour le surplus, il convient de rappeler qu'au niveau de l'application du droit aux éléments de fait, le juge de l'annulation vérifie encore s'il n'en est résulté aucune erreur d'appréciation se résolvant en dépassement de la marge d'appréciation de l'auteur de la décision querellée. - Le contrôle de légalité à exercer par le juge de l'annulation n'est pas incompatible avec le pouvoir

d'appréciation de l'auteur de la décision qui dispose d'une marge d'appréciation. Ce n'est que si cette marge a été dépassée que la décision prise encourt l'annulation pour erreur d'appréciation. Ce dépassement peut notamment consister dans une disproportion dans l'application de la règle de droit aux éléments de fait. Le contrôle de légalité du juge de l'annulation s'analyse alors en un contrôle de proportionnalité (cf. Cour adm. 13 juin 2013, n° 32103C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Recours en annulation, n° 41 et autres références y citées).

La Cour relève que la direction du SREL s'était donnée 4 critères éminemment subjectifs en vue de la nomination des différents chefs de département adjoints, à savoir les critères de « *motivation, qualifications, vision et esprit d'équipe/collégialité* », tout en instaurant un jury chargé de s'entretenir avec les différents candidats, de les noter et de faire une recommandation afin de permettre au directeur de prendre sa décision finale sur des bases plus objectives.

Même si, dans le cas d'espèce, la procédure de sélection n'est pas assimilable à celle d'un jury dans le cadre d'un concours, il convient cependant de noter que la notation du jury, composé de trois personnes, a été faite d'après une procédure fixée à l'avance et selon les critères de sélection retenus, même s'il n'est pas possible en la matière de tout quantifier et objectiver. La Cour constate encore que la note obtenue par Madame ... est de loin supérieure à celle obtenue par Monsieur ... et que le directeur, en nommant Madame ... au poste de chef de département adjoint du département « *Renseignement* », n'a fait que suivre la recommandation du jury, le tout en conformité aux critères de sélection fixés à l'avance, critères parmi lesquels ne figuraient pas les critères respectivement du grade et de l'ancienneté. Partant, la recommandation faite par le jury renferme déjà en soi une grande partie de la justification du choix opéré par le directeur et celui-ci n'est pas tenu de fournir encore une motivation complémentaire spéciale pour l'hypothèse où il ne fait que suivre la recommandation du jury.

Partant, les décisions critiquées du directeur du 26 janvier 2012, loin de constituer des décisions arbitraires, ont été prises sur base d'une procédure passablement transparente et le directeur, en se basant sur les qualités subjectives des divers candidats, tels que quantifiées d'après les critères de sélection retenus, n'a pas dépassé sa marge d'appréciation en nommant Madame ... au poste litigieux, tout en écartant de la sorte forcément l'appelant.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'appel n'est pas fondé, de sorte que l'appelant est à en débouter et le jugement dont appel à confirmer.

Au vu de l'issue du litige, Monsieur ... est encore à débouter de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure de 1.250.- € pour la première instance et de 1.250.- € pour l'instance d'appel.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel du 26 janvier 2015 recevable ;
au fond, le déclare non justifié et en déboute ;
partant, confirme les jugements entrepris des 19 mars 2013 et 17 décembre 2014 ;
rejette les demandes en obtention d'une indemnité de procédure formulées par Monsieur
... pour les deux instances ;
condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,
Lynn SPIELMANN, conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences
de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour ErnyMAY.

s. MAY

s.DELAPORTE